

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202507]

**28 AVRIL 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention d'une phytolice**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.5, D.6, D. 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, D.95, D.102, D.105, D.113 et D.114;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 janvier 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 février 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 19 février 2016;

Vu l'avis 59.063/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 mars 2016, application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Considérant l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 portant validation des programmes de formation initiale permettant l'accès aux phytolices "Assistant Usage professionnel", "Usage professionnel", "Distribution/Conseil" et "Distribution/conseil de produits non professionnels - NP";

Considérant l'avis de la Commission de la formation agricole n° 7, donné le 4 avril 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement et du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Section 1<sup>re</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en application de l'article D.95 du Code, les dispositions relatives à l'organisation des formations et des évaluations de phytolice s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2<sup>o</sup> la formation initiale : la formation conditionnant l'obtention d'une phytolice et visée à l'article 33 de l'arrêté royal du 19 mars 2013;

3<sup>o</sup> la formation continue : la formation conditionnant le renouvellement d'une phytolice et visée à l'article 38 de l'arrêté royal du 19 mars 2013;

4<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions;

5<sup>o</sup> le participant : la personne visée à l'article D. 98, 4<sup>o</sup>, du Code;

6<sup>o</sup> l'Administration : l'administration au sens de l'article de l'article D.3, 3<sup>o</sup>, du Code ou l'organisme délégué par celle-ci;

7<sup>o</sup> la phytolice : le certificat pour l'utilisation professionnelle, la distribution ou le conseil de produits, au sens de l'article 2, 11<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 19 mars 2013;

8<sup>o</sup> l'arrêté royal du 19 mars 2013 : l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable;

9<sup>o</sup> l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 : l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 portant validation des programmes de formation initiale permettant l'accès aux phytolices "Assistant Usage professionnel", "Usage professionnel", "Distribution/Conseil" et "Distribution/conseil de produits non professionnels - NP";

10<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

11<sup>o</sup> l'évaluation : la vérification de la connaissance approfondie des matières visées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Section 2. — *L'agrément des centres de formation et des centres d'évaluation*

**Art. 3.** Le Ministre agréé les centres qui organisent les formations initiales et continues ainsi que ceux qui réalisent les évaluations.

Pour autant qu'ils en fassent la demande auprès de l'Administration, les centres qui peuvent être agréés sont :

1<sup>o</sup> les centres de formation au sens de l'article 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

2<sup>o</sup> l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi institué par l'article 2 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

3<sup>o</sup> les opérateurs visés à l'article 2, 7<sup>o</sup>, du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion;

4° les centres visés par l'article 2, 1°, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

5° les associations subsidiées par la Région wallonne dont certaines de leurs missions s'inscrivent dans le cadre du programme wallon de réduction des pesticides;

6° tout centre qui souhaite organiser une formation ou une évaluation, démontre des compétences suffisantes définies par le Ministre et respecte les conditions prévues dans et en vertu du présent arrêté.

Le Ministre détermine les modalités d'introduction de la demande d'agrément visée à l'alinéa 2 ainsi que la procédure d'instruction de cette demande.

**Art. 4.** Le Ministre notifie au demandeur son agrément ou son refus d'agrément par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code, dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet de demande.

En cas de refus d'agrément, le demandeur peut introduire un recours selon les modalités définies par le Ministre contre cette décision, dans le respect des articles D.17 et D.18 du Code, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification de la décision.

**Art. 5.** Le Ministre définit la procédure de demande de renouvellement d'agrément, ainsi que la procédure de recours en cas de refus de renouvellement.

Au plus tôt cent-vingt jours et au plus tard soixante jours avant la date de fin de validité de son agrément, fixée par l'article D.6, § 5, du Code, le centre peut introduire une demande de renouvellement de son agrément auprès du Ministre ou de son délégué, selon le modèle défini par le Ministre.

**Art. 6.** La liste des centres agréés en vertu du présent arrêté est publiée sur le site internet du Service public de Wallonie.

## CHAPITRE II. — *Les formations initiales et continues*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 7.** Les centres agréés par le Ministre conformément au présent arrêté peuvent organiser les formations initiales et continues conformément aux articles 33 et 38 et à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

Le Ministre fixe :

1° le contenu minimal du programme des formations initiale et continue ;

2° les conditions auxquelles répondent les formateurs;

3° les conditions d'accès aux formations;

4° la manière dont la présence des participants aux formations est vérifiée par le centre de formation.

**Art. 8.** Tout centre de formation peut demander aux participants des frais de participation n'excédant pas les montants maximaux fixés par le Ministre.

### *Section 2. — Les formations initiales*

**Art. 9.** Le Ministre détermine les modalités d'organisation des formations initiales.

### *Section 3. — Les formations continues*

**Art. 10.** Le Ministre détermine les modalités d'organisation des formations continues.

**Art. 11.** Le Ministre ou son délégué agréé les modules de formation des centres de formation continue, au regard des exigences fixées par l'article 7 tout en tenant compte des tâches et responsabilités du titulaire de la phytolice.

**Art. 12.** Le Ministre ou son délégué transmet les données relatives à la participation aux formations continues qui sont nécessaires au renouvellement de la phytolice au Service public fédéral de la Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et de l'Environnement.

## CHAPITRE III. — *L'évaluation*

**Art. 13.** L'Administration ou les centres agréés par le Ministre conformément au présent arrêté peuvent organiser les évaluations nécessaires pour obtenir ou renouveler une phytolice conformément au chapitre 5 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

Le Ministre fixe :

1° les conditions d'accès aux évaluations;

2° les modalités et les méthodes d'évaluation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> afin de vérifier la connaissance approfondie des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013;

3° le contenu minimal des évaluations;

4° les modalités d'obtention et de délivrance d'une attestation de connaissance approfondie de ces matières;

5° les modalités de recours des participants.

L'évaluation des connaissances mentionnées dans l'arrêté royal du 19 mars 2013 est ouverte à tout candidat à la phytolice qui souhaite pouvoir utiliser, vendre ou conseiller des produits phytopharmaceutiques dans un cadre professionnel.

**Art. 14.** Le participant qui n'a pas suivi la formation initiale peut accéder uniquement une fois à l'évaluation relative à la phytolice qu'il souhaite obtenir.

**Art. 15.** Tout centre d'évaluation peut demander aux participants des frais de participation n'excédant pas les montants maximaux fixés par le Ministre.

CHAPITRE IV. — *Les contrôles et les sanctions*

**Art. 16.** Le Ministre peut retirer entièrement ou partiellement l'agrément d'un centre lorsque :

- 1° les conditions d'agrément ne sont plus respectées;
- 2° le centre s'abstient de fournir dans les délais les renseignements nécessaires ou les pièces justificatives demandés par l'Administration;
- 3° les formations dispensées ne respectent pas les dispositions prévues par ou en vertu du présent arrêté;
- 4° des irrégularités dans les évaluations ou leur organisation sont constatées;
- 5° les contrôles sont freinés ou empêchés par le centre.

Les irrégularités constatées en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, n'excluent pas d'autres conséquences sur les évaluations que le Ministre détermine.

**Art. 17.** Le Service public de Wallonie peut contrôler sur place l'organisation des formations initiales ou continues, ainsi que l'organisation des évaluations, sans en avertir le centre.

**Art. 18.** Si l'Administration constate une cause de retrait d'agrément, elle la communique au centre concerné dans les trente jours de sa constatation, par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code.

Le centre dispose, sous peine d'irrecevabilité, de trente jours suivant l'envoi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour faire connaître ses objections, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, auprès de l'Administration.

Dans les quinze jours à compter de la réception des objections du centre ou de l'échéance visée à l'alinéa 2, l'administration transmet au Ministre son rapport sur la cause de retrait d'agrément du centre accompagné, le cas échéant, de l'examen de ses objections. Le Ministre communique sa décision au centre, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, dans un délai de quinze jours à compter de la réception du rapport de l'Administration.

Le Ministre détermine les modalités de la procédure de retrait d'agrément et de l'exercice du recours contre la décision visée à l'alinéa 3.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 19.** Par dérogation à l'article 14, le participant peut accéder plusieurs fois à l'évaluation lorsqu'il n'a pas suivi la formation initiale, pour autant qu'il ait suivi, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et de l'arrêté ministériel adopté en vertu de celui-ci, ou qu'il soit occupé à suivre, au moment de cette entrée en vigueur, une formation dont le contenu correspond à celui fixé dans l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013.

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 21.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 avril 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202507]

**28. APRIL 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung einer Phytolizenz**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.5, D.6, D.17 § 1 Absatz 2, D.95, D.102, D.105, D.113 und D.114;

Aufgrund des am 29. Januar 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Februar 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 19. Februar 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.063/4, abgegeben am 30. März 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

In Erwägung des Ministerialerlasses vom 24. Juli 2013 zur Validierung der Erstausbildungsprogramme, die Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent-Berufliche Verwendung", "Berufliche Verwendung", "Vertrieb/Beratung" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NB" ermöglichen;

In Erwägung des am 4. April 2016 abgegebenen Gutachtens Nr. 7 der Kommission für die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt und des Ministers für Landwirtschaft;  
Nach Beratung,  
Beschließt:

## KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

### Abschnitt 1 — Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass regelt in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung eine in Artikel 127 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

Abweichend von Absatz 1 und in Anwendung von Artikel D.95 des Gesetzbuches sind die Bestimmungen in Bezug auf die Organisation der Ausbildungen und der Bewertungen für Phytolizenzen auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region anzuwenden.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

2° Erstausbildung: Die für die Erlangung einer Phytolizenz erforderliche Ausbildung im Sinne von Artikel 33 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013;

3° Weiterbildung: Die zur Erneuerung einer Phytolizenz erforderliche Ausbildung im Sinne von Artikel 38 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

5° Teilnehmer: die Person im Sinne von Artikel D.98 Ziffer 4 des Gesetzbuches;

6° Verwaltung: Die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches oder die von ihr beauftragte Stelle;

7° Phytolizenz: Das Zertifikat zur beruflichen Verwendung von Produkten, für den Vertrieb bzw. die Beratung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 11 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013;

8° Königlicher Erlass vom 19. März 2013: der Königliche Erlass vom 19. März 2013 zur Verwirklichung einer nachhaltigen Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffe;

9° Ministerialerlass vom 24. Juli 2013: der Ministerialerlass vom 24. Juli 2013 zur Validierung der Erstausbildungsprogramme, die Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent-berufliche Verwendung", "berufliche Verwendung", "Vertrieb/Beratung" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NB" ermöglichen;

10° Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

11° Bewertung: Die Prüfung der gründlichen Kenntnis der in Anlage 3 zum Königlichen Erlass vom 19. März 2013 aufgeführten Themenbereiche.

Der Minister kann die Definitionen nach Absatz 1 genauer bestimmen.

### Abschnitt 2 — Zulassung der Ausbildungs- und Bewertungszentren

**Art. 3** - Der Minister erteilt den Zentren, die die Erstauss- und Weiterbildungen organisieren, sowie denjenigen, die die Bewertungen durchführen, die Zulassung.

Sofern sie diesbezüglich einen Antrag bei der Verwaltung einreichen, können die folgenden Zentren zugelassen werden:

1° die Ausbildungszentren im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

2° das "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", eingerichtet durch Artikel 2 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

3° die in Artikel 2 Ziffer 7 des Dekrets vom 12. Januar 2012 über die individuelle Begleitung der Arbeitssuchenden und die Regelung der Kooperation im Hinblick auf die Eingliederung erwähnten Träger;

4° die in Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über die Zentren zur sozial-beruflichen Eingliederung angeführten Zentren;

5° die von der Wallonischen Region bezuschussten Vereinigungen, zu deren Aufgabenbereich Aufgaben gehören, die sich in den Rahmen des wallonischen Programms zur Verringerung des Pestizideinsatzes einfügen;

6° jedes Zentrum, das eine Ausbildung oder eine Bewertung organisieren möchte, ausreichende Kompetenzen, wie vom Minister festgelegt, nachweist und die im Rahmen oder infolge des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

Der Minister bestimmt die Modalitäten zur Einreichung des in Absatz 2 genannten Antrags auf Zulassung sowie das Verfahren zur Untersuchung dieses Antrags.

**Art. 4** - Der Minister teilt dem Antragsteller durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, seine Zulassung oder seine Zulassungsverweigerung binnen sechzig Tagen ab Eingang der vollständigen Antragsakte mit.

Bei Verweigerung der Zulassung kann der Antragsteller nach den vom Minister festgelegten Modalitäten, unter Beachtung von Artikel D.17 und D.18 des Gesetzbuches, gegen diesen Beschluss Beschwerde einlegen, und dies innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingangsdatum der Beschlussmitteilung.

**Art. 5** - Der Minister bestimmt das Verfahren zur Beantragung einer Erneuerung der Zulassung, sowie das Beschwerdeverfahren im Falle einer Verweigerung der Erneuerung.

Frühestens hundertzwanzig Tage und spätestens sechzig Tage vor Ablaufdatum der in Artikel D.6 § 5 des Gesetzbuches festgesetzten Gültigkeit seiner Zulassung kann das Zentrum nach dem vom Minister festgelegten Muster bei dem Minister oder dessen Stellvertreter einen Antrag auf Erneuerung seiner Zulassung einreichen.

**Art. 6** - Die Liste der auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses zugelassenen Zentren wird auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht.

KAPITEL II — *Erstaus- und Weiterbildungen**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 7** - Die vom Minister gemäß dem vorliegenden Erlass zugelassenen Zentren können nach Maßgabe von Artikel 33 und 38 und von Anlage 3 zum Königlichen Erlass vom 19. März 2013 die Erstaus- und Weiterbildungen organisieren.

Der Minister bestimmt:

- 1° den Mindestinhalt des Lehrplans für die Erstaus- und Weiterbildung;
- 2° die von den Ausbildern zu erfüllenden Bedingungen;
- 3° die Bedingungen für den Zugang zu den Ausbildungen;
- 4° die Vorgehensweise bei der Kontrolle der Anwesenheiten der Ausbildungsteilnehmer durch das Ausbildungszentrum.

**Art. 8** - Jedes Zentrum darf von den Teilnehmern einen Kostenbeitrag verlangen, der die vom Minister festgesetzten Höchstbeträge nicht überschreitet.

*Abschnitt 2 — Erstausbildungen*

**Art. 9** - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Organisation der Erstausbildungen.

*Abschnitt 3 — Weiterbildungen*

**Art. 10** - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Organisation der Weiterbildungen.

**Art. 11** - Der Minister oder sein Stellvertreter lässt unter Zugrundelegung der in Artikel 7 festgelegten Anforderungen und gleichzeitiger Berücksichtigung der Aufgaben und Verantwortlichkeiten des Inhabers einer Phytolizenz die Ausbildungsmodule der Weiterbildungszentren zu.

**Art. 12** - Der Minister oder sein Stellvertreter übermittelt dem Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt die zur Erneuerung der Phytolizenz erforderlichen Angaben in Bezug auf die Teilnahme an den Weiterbildungen.

KAPITEL III — *Bewertung*

**Art. 13** - Die vom Minister gemäß dem vorliegenden Erlass zugelassenen Zentren können nach Maßgabe von Kapitel 5 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 die für die Erlangung oder zur Erneuerung einer Phytolizenz erforderlichen Bewertungen durchführen.

Der Minister bestimmt:

- 1° die Bedingungen für den Zugang zu den Bewertungen;
- 2° die in Absatz 1 erwähnten Modalitäten und Bewertungsmethoden zur Prüfung der gründlichen Kenntnis der in Anlage 3 zum Königlichen Erlass vom 19. März 2013 aufgeführten Themenbereiche;
- 3° den Mindestinhalt der Bewertungen;
- 4° die Modalitäten für die Erlangung und die Ausstellung einer Bescheinigung der gründlichen Kenntnis dieser Themenbereiche;
- 5° die Modalitäten für die Einreichung einer Beschwerde durch die Teilnehmer.

An der Bewertung der im Königlichen Erlass vom 19. März 2013 erwähnten Kenntnisse darf jeder Bewerber um eine Phytolizenz teilnehmen, der in der Lage sein möchte, in einem beruflichen Umfeld Pflanzenschutzmittel zu verwenden, zu verkaufen oder zu empfehlen.

**Art. 14** - Der Teilnehmer, der die Erstausbildung nicht absolviert hat, wird nur ein einziges Mal zur Bewertung zugelassen, die die von ihm angestrebte Phytolizenz betrifft.

**Art. 15** - Jedes Bewertungszentrum darf von den Teilnehmern einen Kostenbeitrag verlangen, der die vom Minister festgesetzten Höchstbeträge nicht überschreitet.

KAPITEL IV — *Kontroll- und Strafmaßnahmen*

**Art. 16** - Der Minister kann die Zulassung ganz oder teilweise entziehen, wenn:

- 1° die Bedingungen für die Zulassung nicht mehr erfüllt sind;
- 2° das Zentrum es unterlässt, die von der Verwaltung verlangten notwendigen Auskünfte oder Belege, fristgerecht zu übermitteln;
- 3° die erteilten Ausbildungen die im Rahmen oder infolge des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bestimmungen nicht einhalten;
- 4° bei den Bewertungen oder deren Durchführung Unregelmäßigkeiten festgestellt werden;
- 5° die Kontrollen vom Zentrum behindert oder verhindert werden.

Aus den entsprechend Absatz 1 Ziffer 4 festgestellten Unregelmäßigkeiten könnten sich auch weitere vom Minister zu bestimmenden Maßnahmen mit Auswirkung auf die Bewertungen ergeben.

**Art. 17** - Der öffentliche Dienst der Wallonie kann die Organisation der Erstaus- bzw. Weiterbildungen sowie die Durchführung der Bewertungen vor Ort kontrollieren, und dies ohne Vorausmeldung beim Zentrum.

**Art. 18** - Stellt die Verwaltung fest, dass ein Grund für den Entzug der Zulassung vorliegt, so teilt sie diesen dem betroffenen Zentrum durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, binnen dreißig Tagen ab der Feststellung mit.

Das Zentrum verfügt unter Gefahr der Unzulässigkeit über eine Frist von dreißig Tagen ab der in Absatz 1 erwähnten Einsendung, um durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, bei der Verwaltung seine Einwände vorzubringen.

Binnen fünfzehn Tagen ab Eingang der Einwände des Zentrums oder ab Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist übermittelt die Verwaltung dem Minister ihren Bericht über den Grund für den Entzug der Zulassung des Zentrums, gegebenenfalls gemeinsam mit der Prüfung von dessen Einwänden. Der Minister teilt dem Zentrum seinen Beschluss durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb von fünfzehn Tagen ab Eingang des Verwaltungsberichts mit.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für das Verfahren zum Entzug der Zulassung und für die Inanspruchnahme des Beschwerderechts gegen den in Absatz 3 angeführten Beschluss.

#### KAPITEL V — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 19** - Abweichend von Artikel 14 kann der Teilnehmer, wenn er die Erstausbildung nicht absolviert hat, wiederholt zur Bewertung zugelassen werden, sofern er vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und des aufgrund des Letzteren angenommenen Ministerialerlasses eine Ausbildung, deren Inhalt demjenigen entspricht, der im Ministerialerlass vom 24. Juli 2013 festgelegt wurde, absolviert hat oder er zum Zeitpunkt dieses Inkrafttretens dabei ist, diese zu absolvieren.

**Art. 20** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 21** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. April 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202507]

#### 28 APRIL 2016. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de basisopleiding aanvankelijke en de aanvullende voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.5, D.6, D. 17, § 1, tweede lid 2, D.95, D.102, D.105, D.113 en D.114;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 januari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 februari 2016;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 19 februari 2016;

Gelet op advies nr. 59.063/4 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juli 2013 houdende validatie van de programma's van de basisopleiding die toegang geeft tot de fytolicensies "Assistent professioneel gebruik", "Professioneel gebruik", "Distributie/Voorlichting" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik - NP";

Gelet op het advies van de "Commission formation agricole" (Commissie landbouwopleiding) nr. 7, gegeven op 4 april 2016;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

##### *Afdeling 1. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127 ervan.

In afwijking van het eerste lid, overeenkomstig artikel D.95 van het Wetboek, zijn de bepalingen betreffende de organisatie van de opleidingen en evaluaties van fytolicensie van toepassing op het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> het Wetboek : het Waals landbouwwetboek;

2<sup>o</sup> de basisopleiding : de opleiding die de voorwaarden vaststellen voor het verkrijgen van een fytolicensie en bedoeld in artikel 33 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013;

3<sup>o</sup> de aanvullende opleiding: de opleiding die de voorwaarden vaststellen voor de hernieuwing van een fytolicensie en bedoeld in artikel 38 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013;

4<sup>o</sup> de Minister : de Minister bevoegd voor Leefmilieu;

5<sup>o</sup> de deelnemer : de persoon bedoeld in artikel D.98, 4<sup>o</sup> van het Wetboek;

6<sup>o</sup> de Administratie : de administratie in de zin van artikel D.3, 3<sup>o</sup>, van het Wetboek of de instelling afgevaardigd door de administratie;

7° de fytolicensie: het certificaat voor professioneel gebruik, distributie of voorlichting van producten in de zin van artikel 2, 11°, van het koninklijk besluit van 19 maart 2013;

8° het koninklijk besluit van 19 maart 2013: het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen;

9° het ministerieel besluit van 24 juli 2013: het ministerieel besluit van 24 juli 2013 houdende validatie van de programma's van de basisopleiding die toegang geeft tot de fytolicensies "Assistent professioneel gebruik", "Professioneel gebruik", "Distributie/Voorlichting" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik - NP";

10° het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016: het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

11° de evaluatie: de verificatie van de grondige kennis van de onderwerpen bedoeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013.

De in het eerste lid bedoelde begripsomschrijvingen kunnen door de Minister bepaald worden.

#### *Afdeling 2. — Erkennung van de opleidingscentra en evaluatiecentra*

**Art. 3.** De Minister erkent de centra die basisopleidingen en aanvullende opleidingen organiseren alsook de centra die evaluaties uitvoeren.

Voorzover zij een aanvraag indienen bij de Administratie, zijn de centra die erkend kunnen worden de volgende:

1° de opleidingscentra in de zin van artikel 2, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

2° de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) ingesteld bij artikel 2 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling)

3° de operatoren bedoeld in artikel 2, 7°, van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling;

4° de centra bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

5° de verenigingen gesubsidieerd door het Waalse Gewest waarvan sommige opdrachten in de lijn liggen van het Waals reductieprogramma voor pesticiden;

6° elk centrum die een opleiding of evaluatie wenst te organiseren, toont voldoende bevoegdheden aan bepaald door de Minister en leeft de voorwaarden na bedoeld in en krachtens dit besluit.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de indiening van de erkenningsaanvraag bedoeld in het tweede lid, alsook de procedure voor het onderzoek van deze aanvraag.

**Art. 4.** De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn erkenning of van zijn weigering tot erkenning door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige aanvraagdossier.

In het geval van weigering van erkenning, kan de aanvrager een beroep indienen tegen deze beslissing volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, met inachtneming van de artikelen D.17 en D.18 van het Wetboek, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving van de beslissing.

**Art. 5.** De Minister bepaalt de procedure voor de aanvraag tot verlenging van de erkenning, alsook de beroepsprocedure in geval van weigering tot verlenging.

Ten vroegste honderdtwintig dagen en ten laatste zestig dagen vóór de einddatum van de geldigheidsduur van zijn erkenning bepaald bij artikel D.6, § 5, van het Wetboek, kan het centrum een aanvraag tot verlenging van zijn erkenning indienen bij de Minister of zijn afgevaardigde, volgens het model bepaald door de Minister.

**Art. 6.** De lijst van de centra erkend krachtens dit besluit wordt bekendgemaakt op de website van de Waalse Overheidsdienst.

### HOOFDSTUK II. — Basisopleidingen en aanvullende opleidingen

#### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 7.** De centra erkend door de Minister overeenkomstig dit besluit kunnen basisopleidingen en aanvullende opleidingen organiseren overeenkomstig de artikelen 33 en 38 en bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013.

De Minister bepaalt :

1° de minimale inhoud van het programma van de basisopleiding en de aanvullende opleiding;

2° de voorwaarden waaraan de opleiders voldoen;

3° de toegangsvoorwaarden tot de opleidingen;

4° de manier waarop de aanwezigheid van de deelnemers op de opleidingen wordt gecontroleerd door het opleidingscentrum.

**Art. 8.** Elk opleidingscentrum kan aan de deelnemers deelnemingskosten vragen die de maximale bedragen bepaald door de Minister niet overschrijden.

#### *Afdeling 2. — Basisopleidingen*

**Art. 9.** De Minister bepaalt de modaliteiten inzake de organisatie van basisopleidingen.

#### *Afdeling 3. — Aanvullende opleidingen*

**Art. 10.** De Minister bepaalt de modaliteiten inzake de organisatie van aanvullende opleidingen.

**Art. 11.** De Minister of zijn afgevaardigde erkent de opleidingsmodules van de centra voor aanvullende opleiding ten opzichte van de eisen bepaald bij artikel 7, rekening houdend met de taken en verantwoordelijkheden van de houder van de fytolicensie.

**Art. 12.** De Minister of zijn afgevaardigde maken de gegevens betreffende de deelname aan de aanvullende opleidingen die nodig zijn voor de vernieuwing van de fytolicensie over aan de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

#### HOOFDSTUK III. — *Evaluatie*

**Art. 13.** De Administratie of de centra erkend door de Minister overeenkomstig dit besluit kunnen de evaluaties organiseren die nodig zijn voor het verkrijgen of voor de vernieuwing van een fytolicensie overeenkomstig hoofdstuk 5 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013.

De Minister bepaalt :

- 1° de toegangsvoorwaarden tot de evaluaties;
- 2° de modaliteiten en de methodes inzake evaluatie bedoeld in het eerste lid om de grondige kennis van de onderwerpen te controleren die vermeld zijn in bijlage 3 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013;
- 3° de minimale inhoud van de evaluaties;
- 4° de modaliteiten voor het verkrijgen en het verlenen van een attest van grondige kennis van deze onderwerpen;
- 5° de beroepsmodaliteiten van de deelnemers.

De evaluatie van de kennis vermeld in het koninklijk besluit van 19 maart 2013 is toegankelijk voor elke kandidaat voor de fytolicensie die fytofarmaceutische producten wenst te gebruiken, verkopen of aanbevelen in een beroepskader.

**Art. 14.** De deelnemer die de basisopleiding niet heeft gevolgd kan slechts één keer toegang hebben tot de evaluatie betreffende de fytolicensie die hij wenst te verkrijgen.

**Art. 15.** Elk evaluatiecentrum kan aan de deelnemers deelnemingskosten vragen die de maximale bedragen bepaald door de Minister niet overschrijden.

#### HOOFDSTUK IV. — *Controles en sancties*

**Art. 16.** De Minister kan de erkenning van een centrum geheel of gedeeltelijk intrekken wanneer :

- 1° de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld zijn;
- 2° het centrum binnen de termijnen de nodige inlichtingen of bewijsstukken gevraagd door de Administratie niet verstrekt;
- 3° de verstrekte opleidingen de bepalingen bedoeld bij of krachtens dit besluit niet naleven;
- 4° onregelmatigheden in de evaluaties of hun organisatie worden vastgesteld;
- 5° de controles belemmerd of belet worden door het centrum.

De onregelmatigheden vastgesteld krachtens het eerste lid, 4°, sluiten geen andere gevolgen uit op de evaluaties die de Minister bepaalt.

**Art. 17.** De Waalse Overheidsdienst kan ter plaatse de organisatie van de basisopleidingen of de aanvullende opleidingen controleren, alsook de organisatie van de evaluaties, zonder het centrum te verwittigen.

**Art. 18.** Als de Administratie een reden voor de intrekking van de erkenning vaststelt, deelt ze die mee aan het betrokken centrum binnen dertig dagen van haar vaststelling door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

Het centrum beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over dertig dagen na de verzending bedoeld in het eerste lid om zijn bezwaren aan de Administratie mee te delen door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

Binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de bezwaren van het centrum of van de vervaldatum bedoeld in het tweede lid, deelt de Administratie aan de Minister haar verslag mee, over de reden van de intrekking van de erkenning van het centrum vergezeld, in voorkomend geval, van de analyse van zijn bezwaren. De Minister deelt zijn beslissing mee aan het centrum door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het verslag van de Administratie.

De Minister bepaalt de modaliteiten van de procedure voor de intrekking van de erkenning en voor de aantekening van het beroep tegen de beslissing bedoeld in het derde lid.

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 19.** In afwijking van artikel 14, kan de deelnemer verschillende keren toegang hebben tot de evaluatie wanneer hij de basisopleiding niet gevolgd heeft, voor zover hij, vóór de inwerkingtreding van dit besluit en van het ministerieel besluit aangenomen krachtens dit besluit, een opleiding gevolgd heeft of aan het volgen is, op het ogenblik van deze inwerkingtreding, waarvan de inhoud overeenkomt met de inhoud vastgelegd in het ministerieel besluit van 24 juli 2013.

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 21.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 april 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN